

1 a. 20,8% : Les recettes fiscales directes représentent 20,8% du PIB en 2005 au Maroc.

b. La part des recettes fiscales indirectes dans le PIB en 2006 est = La part des recettes fiscales - La part des recettes fiscales directes = $19,8 - 8,3 = 11,5\%$.

c. La part prévue des dépenses de fonctionnement dans le PIB est : Personnel + Autres biens et services + Compensation. = $12 + 5,9 + 1,6 = 19,5\%$.

d.

Caractéristiques budgétaires	Commentaires correspondants
Les recettes fiscales prédominent les recettes budgétaires. Elles occupent plus que la moitié des recettes.	Les impôts au Maroc sont multiples et leurs taux d'imposition sont élevés.
La part de la dette avoisine 30% dans les dépenses totales.	Elle pèse lourd sur le budget d'Etat, fait aggraver le déficit budgétaire et oblige l'Etat à sacrifier les investissements.
Les dépenses de fonctionnement occupent la part majoritaire dans les dépenses publiques.	Elles se sont alourdies par la compensation à cause de la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires sur le marché international.
Le solde budgétaire est déficitaire.	L'Etat parvient à maîtriser de plus en plus ce déficit budgétaire grâce à la privatisation et à la maîtrise de ses dépenses.
La part des dépenses d'équipement est faible.	L'Etat sacrifie cette dépense pour se concentrer sur le remboursement de la dette. Mais cela peut ralentir l'investissement privé et la croissance.

2 a. Les instruments utilisés par Bank Al Maghrib sont :

- L'open Market : c'est une technique de la politique monétaire par laquelle Bank Almaghrib se porte en tant qu'acheteur ou vendeur de titres publics afin d'encourager ou de pénaliser la distribution des crédits par les banques.
- Swaps de change : c'est un instrument de la politique monétaire qui consiste

à acheter ou à vendre des devises par Bank Al Maghrib auprès des banques commerciales afin d'encourager ou de pénaliser la distribution des crédits.

b. Deux objectifs de cette politique économique :

- La stabilité des prix : il s'agit de lutter contre l'inflation ;
- Le soutien de l'activité économique à travers un financement plus favorable des entreprises ce qui stimule l'investissement et relance la croissance.

3 a.

Composantes de la dette publique	La part en % de l'encours global.	Le sens de l'évolution.
Dette interne.	76,1%	Evolution haussière.
Dette externe.	23,9%	Evolution baissière.

b₁ • Deux avantages de l'évolution du poids de la dette interne au Maroc :

- Economiser la sortie de devise ;
- Réduire la dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur.

b₂ • Deux risques :

- Effet d'éviction ;
- Les intérêts alourdissent le budget d'Etat ce qui risque d'aggraver le déficit budgétaire.

4 Les recettes de la privatisation ont permis d'alimenter le budget d'Etat et de réduire le déficit budgétaire pendant plusieurs années.

5 a. Trois retombées positives de la privatisation :

- Dynamiser la bourse des valeurs et attirer les investisseurs étrangers ;
- Améliorer l'efficacité des entreprises nationales ce qui permet d'accroître la compétitivité de l'économie nationale ;
- Réduire les dépenses de l'Etat à travers la réduction des subventions autrefois accordées aux entreprises publiques déficitaires.

b. Trois effets négatifs :

- L'Etat perd le contrôle sur certains secteurs jugés stratégiques ;
- Risque de licenciement pour réduire les charges salariales des entreprises privatisées ;
- La privatisation nécessite une restructuration préalable. Ce qui fait augmenter les charges de l'Etat et aggrave le déficit budgétaire.

6 Dans l'incapacité d'être compétitive par la revalorisation des produits exportés, l'innovation..., Le Maroc opte pour la dévaluation en tant que solution facile mais avec des résultats incertains et contraires à l'objectif escompté notamment l'aggravation du déficit commercial.

7 Les arguments qui justifient l'adoption de change fixe au Maroc sont :

- Eviter l'instabilité du taux de change ;
- Se protéger contre les chocs externes qui découlent de l'ouverture sur l'extérieur.

8 Une politique budgétaire de relance qui a pour objectif de relancer la demande

peut être à l'origine d'une augmentation des importations si l'offre ne suit pas l'évolution de la demande et si l'économie est fortement dépendante de l'extérieur. Cette situation détériore le solde commercial.

9	Arguments relevés du texte	Fondements théoriques correspondants
En faveur du libre échange.	Le libre échange est une condition de croissance et de développement.	Le courant libéral : pour les libéraux (Adam Smith et David Ricardo), tout pays participant à l'échange international est gagnant.
Critiquant le libre échange.	- Il n'est pas profitable pour tous les pays. - Il ne se traduit pas par une convergence des intérêts de tous les pays. - L'intégration des pays se base sur des spécialisations peu avantageuses pour les pays en développement qui ont subi une détérioration des termes de l'échange.	- F List : l'échange ne favorise que les plus forts. - Le courant tiers mondiste : la théorie de l'échange inégal d'Emmanuel qui explique le sous développement par les spécialisations peu avantageuses pour les pays de sud dans le cadre de la DIT et qui sont à l'origine de la détérioration de leurs termes d'échange.

10 a. Le gouvernement doit soutenir les exportateurs marocains pour accéder à des parts de marché plus larges à travers des subventions et également des relations économiques avec des pays étrangers.

b. La stratégie de promotion des exportations peut contribuer au développement économique dans la mesure où elle favorise l'exportation des produits plus revalorisés au lieu de produits primaires. Cela va permettre à l'économie de drainer plus de devises qui permettent le financement des importations de produits de haute technologie et des biens d'équipement pour dynamiser d'autres industries. Aussi, par l'élargissement des marchés étrangers, le volume de la production s'élève et le nombre d'emplois créés augmente ce qui réduit le taux de chômage. A cela s'ajoute la possibilité des effets d'entraînement sur toute l'économie.

11 a. 5,2% : le PIB estimé augmente de 5,2% en 2006 par rapport à 2005 au Maroc selon le HCP. Cette variation désigne le taux de croissance.

b₁ : l'évolution du PIB entre 2003 et 2006 est positive mais irrégulière.

b₂ : la variation de 1,6% du PIB en 2005 est faible. Elle s'explique par la diminution de la production du secteur primaire de 15,4%. Ce qui traduit la corrélation positive entre le PIB et le secteur primaire qui reste aléatoire.

b₃ : la structure estimée du PIB marocain en 2006 se caractérise par une dominance du secteur tertiaire qui détient plus que la moitié du PIB à raison de 55,74%. C'est un secteur hypertrophié par le commerce et les petits métiers.

Le secteur secondaire occupe 30,74%. Cette part est encore faible vu les insuffisances de ce secteur. Le secteur primaire représente la part la plus faible à hauteur de 13,67%. Ils est instable car il dépend des conditions climatiques qui sont souvent défavorables.

12 Deux idées qui justifient que la vocation agricole du Maroc est une fausse idée : «Contrairement à cette affirmation, le Maroc comme la majorité des pays en développement est plutôt un pays à vocation industrielle et accessoirement touristique.»

«Cette fausse idée héritée de l'époque coloniale continue de déterminer le comportement des responsables marocains».

13 Trois objectifs visés par le plan émergence :

- Faire du secteur industriel un vrai acteur de développement ;
- Améliorer la compétitivité du secteur industriel ;
- Assurer une croissance durable et soutenue en réduisant la dépendance vis à vis des aléas climatiques.

14 a. Arguments justifiant la fragilité du secteur industrielle :

- Sa part dans le PIB ne dépasse pas 16% ;
- Sa contribution ne dépasse pas 12% dans l'emploi et 52% dans les exportations ;
- Un tissu industriel non diversifié et prédominé par les filières agro alimentaire, textile et cuir.

b. Cette fragilité impacte le développement du pays :

b₁ : Sur le plan économique :

- Les effets d'entraînement restent faibles ce qui ne favorise pas la croissance ;
- L'exportation de produits industriels de faible valeur ajoutée ce qui ne permet pas d'améliorer le solde de la balance commerciale ;
- Une grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour les produits industriels.

b₂ : Sur le plan social :

- Aggravation du chômage et en conséquence une détérioration du pouvoir d'achat ;
- Augmentation des inégalités régionales à cause de la concentration de l'industrie dans certaines régions.

15 Le tourisme peut être une locomotive de développement. En effet,

- Il est source de devises ;
- Créateur d'emploi ;
- Générateur des effets d'entraînement.

16 a. Le revenu national est un indicateur quantitatif. Par contre, l'Indice de Développement Humain est un indicateur aussi bien quantitatif que qualitatif qui intègre en plus du PIB par habitant, des indicateurs qualitatifs : l'espérance de vie à la naissance, le taux d'instruction.

b. Le PIB : pour mesurer la croissance un indicateur.

- L' IDH : un indicateur pour mesurer le développement.

17 a. Le facteur essentiel de blocage de développement au Maroc selon l'auteur est la mentalité de la population.

b. Oui : c'est une voie logiquement fondée car plusieurs pays entre autres les dragons asiatiques, la Chine, l'Inde... ont suivi des modèles de développement de certains pays qu'ils ont adaptés à leur environnement et ils ont réalisé une croissance. Mais, sans pour autant parler de développement.